

Réponse du Nouveau Parti démocratique (NPD) : Association canadienne des employés professionnels

- 1. En août, le gouvernement a annoncé qu'il rendra les vaccins obligatoires pour tous les fonctionnaires fédéraux, sinon ils s'exposeront à des sanctions.**

Q. a) Quelle est la position officielle de votre parti sur la vaccination obligatoire des employés essentiels et non essentiels de la fonction publique?

b) Quels types de mesures d'adaptation votre parti est-il disposé à envisager pour les employés non vaccinés de la fonction publique?

Vacciner contre la COVID-19, arrêter la propagation de la COVID-19, empêcher que les hôpitaux soient surchargés et mettre fin à la pandémie de COVID-19 sont des éléments clés de la protection du public. Les Néo-démocrates appuient la vaccination obligatoire des fonctionnaires, ainsi que la sensibilisation et le travail visant à éliminer les obstacles à la vaccination. Pour les travailleuses et travailleurs qui ne peuvent pas recevoir de vaccins pour des raisons de santé, nous allons veiller à ce que des mesures d'adaptation soient mises en place dans le respect des conventions collectives. Pour les travailleuses et travailleurs qui refusent la vaccination sans raison liée à l'état de santé, nous nous attendons à ce que la convention collective soit respectée, notamment la prise de mesures disciplinaires progressives, au besoin et en dernier recours.

- 2. La pandémie de COVID-19 a entraîné des dépenses étatiques sans précédent pour protéger la santé et la sécurité des Canadiens.**

Q. Quelles sont vos principales priorités dans le cadre d'un plan de relance économique post-pandémique?

Nous devons assurer une reprise pour l'ensemble des Canadiennes et Canadiens, et pas seulement pour celles et ceux qui se trouvent en haut de l'échelle. Le NPD s'est battu pour offrir une aide réelle aux travailleuses et travailleurs et aux familles tout au long de la pandémie, et nous allons continuer de nous battre pour que l'avenir soit plus abordable, plus sûr et davantage prometteur pour l'ensemble des Canadiennes et Canadiens.

Nous sortons de la pandémie. Nos services de soins de santé sont à la limite de leurs capacités; les prix augmentent; les salaires stagnent; et une crise climatique est imminente. Le plan de relance du NPD prend les changements climatiques au sérieux, tout en investissant dans les programmes et les services qui rendent la vie plus facile et plus abordable aux Canadiennes et Canadiens. Cela comprend la création d'une stratégie nationale d'assurance-médicaments, d'un régime de soins dentaires, des investissements dans le logement abordable et l'accès à des services Internet haute vitesse et de téléphonie cellulaire abordables dans toutes les régions du pays. Nous allons créer de bons emplois verts grâce à nos investissements dans les collectivités et les infrastructures. Nous allons accroître les salaires et améliorer les conditions de travail de ceux qui prennent soin de nos proches. Nous allons nous attaquer à la pauvreté en créant un revenu de subsistance garanti. Nous allons travailler côte à côte avec les peuples autochtones afin de parvenir à une véritable réconciliation.

De plus, nous allons nous assurer que les super riches paient leur juste part, plutôt que de refiler les coûts aux familles ordinaires et aux petites entreprises, qui ont déjà fait les frais de la pandémie.

- 3. Le déficit public du Canada est estimé à 155 milliards de dollars en 2021 et à 60 milliards de dollars en 2022-2023, selon un [article](#) d'avril 2021 de Global News.**

Q. Comment vous attaquerez-vous à la dette publique tout en assurant le maintien des services publics aux Canadiens?

Les Canadiennes et Canadiens dépendent de services et de programmes publics, dont la prestation est assurée par les fonctionnaires professionnels et dévoués du Canada. C'est pourquoi nous devons nous assurer que ces programmes sont aussi solides que possible et financés de façon durable. Les investissements des Néo-démocrates dans nos services publics et nos collectivités aideront notre économie à renouer avec une forte croissance, tout en réduisant les inégalités et en rendant la vie plus abordable aux gens ordinaires. Nous allons également veiller à ce que les particuliers et les sociétés fortunés paient leur juste part en instaurant un impôt sur la fortune et une taxe temporaire sur les profits excessifs de la COVID-19; en annulant l'initiative des Conservateurs de réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés; et en luttant contre l'évasion fiscale et la fraude.

Nous allons gérer la dette publique du Canada de manière responsable, en empruntant au besoin pour reconstruire et protéger les services sur lesquels comptent les Canadiennes et Canadiens et en équilibrant les finances publiques lorsqu'il est prudent de le faire, tout en maintenant la viabilité budgétaire à long terme du Canada conformément aux mesures de viabilité des finances publiques du directeur parlementaire du budget.

- 4. En raison de la pandémie de COVID-19, la plupart des fonctionnaires travaillent à distance ou font du télétravail depuis mars 2019. Dans le cadre du « projet exploratoire » de Services publics et Approvisionnement Canada, 200 fonctionnaires se sont récemment portés volontaires pour participer à un projet pilote qui « orientera un plan plus vaste de retour au travail ».**

Q. Que fera votre parti pour assurer la santé et la sécurité des fonctionnaires fédéraux?

L'ensemble des travailleuses et travailleurs ont le droit d'avoir un milieu de travail sain et sécuritaire, et les Canadiennes et Canadiens doivent savoir que l'accès aux programmes et aux services publics est sécuritaire. C'est pourquoi le NPD appuie la vaccination obligatoire contre la COVID-19 des fonctionnaires fédéraux. Nous allons collaborer avec les syndicats de la fonction publique pour sensibiliser les travailleuses et travailleurs et éliminer les obstacles à la vaccination, le cas nécessaire. Nous allons aussi travailler avec les syndicats de la fonction publique à l'élaboration de protocoles de sécurité en milieu de travail pour veiller à ce que les travailleuses et travailleurs puissent retourner au travail en toute sécurité le moment venu; pour offrir des mesures d'adaptation aux personnes immunodéprimées; et pour protéger la sécurité des Canadiennes et Canadiens qui demandent des services.

- 5. L'examen de la Loi sur l'équité en matière d'emploi est en cours, ce qui ne s'est pas produit depuis 1995.**

Q. Selon votre parti, quels principaux changements faut-il apporter à l'actuelle Loi sur l'équité en matière d'emploi? Comment proposez-vous que ces changements se concrétisent?

Malheureusement, la Loi sur l'équité en matière d'emploi actuelle n'en fait pas assez pour éliminer les problèmes systémiques comme la discrimination fondée sur la race, le sexe ou les capacités. Un gouvernement néo-démocrate procédera à un examen complet du régime actuel d'équité en matière d'emploi afin d'aider à combler le retard pour les travailleuses qui s'identifient en tant que femmes, les personnes racialisées ou les personnes handicapées. Nous veillerons également à ce que l'embauche dans la fonction publique fédérale soit diversifiée et équitable.

De plus, la Loi ne protège pas entièrement les Canadiennes et Canadiens qui sont victimes de

discrimination en raison de leur appartenance à une communauté LGBTQI2+. Un gouvernement néo-démocrate ajoutera l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre à la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* afin de remédier aux désavantages subis par les communautés LGBTQI2S+ en matière d'emploi.

- 6. Lors du dépôt du [rapport annuel](#) 2020-2021, le commissaire aux langues officielles Raymond Thériault a écrit que « [p]our offrir des services bilingues adéquats à la population canadienne, de profonds changements doivent être opérés dans la fonction publique fédérale ».**

À la suite de la dissolution du Parlement, tous les projets de loi, y compris le projet de loi (C-32) visant l'égalité réelle du français et de l'anglais et le renforcement de la *Loi sur les langues officielles*, sont morts au Feuilleton.

Q. Compte tenu de l'importance cruciale de la modernisation de la Loi sur les langues officielles, vous engagez-vous à présenter ou à présenter de nouveau dans les 100 premiers jours suivant la formation du gouvernement un projet de loi visant le renforcement de la Loi afin d'augmenter la capacité de la fonction publique à défendre et à promouvoir notre dualité linguistique?

Les Canadiennes et Canadiens ressentent de la fierté à l'égard de nos deux langues officielles, qui constituent une part importante de notre identité et de nos collectivités partout au pays. Le NPD est fermement attaché au droit des communautés linguistiques en situation minoritaire de recevoir des services fédéraux dans leur langue. Pendant trop longtemps, les Libéraux ont fait fi de la difficulté qu'ont de nombreux francophones à accéder à des services en français. Les Libéraux ont attendu cyniquement jusqu'à la dernière semaine de la session parlementaire pour déposer un projet de loi visant à réformer la *Loi sur les langues officielles*, puis ont déclenché des élections avant même qu'on puisse en débattre.

Un gouvernement néo-démocrate agira rapidement pour moderniser la *Loi sur les langues officielles*, renforcer la surveillance et la reddition de comptes, élargir la portée des droits linguistiques et améliorer l'accès aux services dans la langue de leur choix pour l'ensemble des Canadiennes et Canadiens.

- 7. La Cour d'appel fédérale a récemment statué que les organismes fédéraux ne peuvent violer le droit d'un employé de travailler en français [traduction] « en le forçant à communiquer quotidiennement avec des spécialistes unilingues anglophones [...] ». Cette décision a été rendue après qu'un fonctionnaire à la retraite a intenté une action en justice contre son employeur en 2019 parce qu'il devait travailler principalement en anglais, car son travail exigeait [traduction] « des rapports quotidiens avec des collègues unilingues anglophones [...] ». Il a échoué devant la Cour fédérale en 2019 et a interjeté appel de la décision.**

Q. Comment votre parti veillerait-il à ce que les droits des fonctionnaires francophones soient protégés dans l'exercice de leurs fonctions officielles?

Le NPD appuie fermement le caractère bilingue de nos institutions publiques et de notre fonction publique. C'est pourquoi nous nous sommes battus pour que les juges de la Cour suprême et les agents du Parlement soient bilingues. Nous nous sommes également battus pour protéger les postes bilingues dans la fonction publique, notamment en déposant une plainte au commissaire aux langues officielles lorsque le gouvernement conservateur a arbitrairement et unilatéralement changé des postes bilingues à l'ARC pour des postes unilingues. Nous savons que lorsqu'on laisse s'effriter le droit de travailler et de recevoir des services dans la langue officielle de son choix, ce sont toujours les francophones qui risquent de perdre leur droit de recevoir des services ou de travailler dans leur langue.

Un gouvernement néo-démocrate va continuer de se battre pour protéger les droits linguistiques des minorités. Nous allons renforcer le Plan d'action pour les langues officielles afin d'améliorer l'accès aux services dans la langue de son choix, notamment en travaillant avec les provinces et les territoires pour améliorer l'enseignement dans la langue de la minorité. De plus, nous allons adopter le principe d'asymétrie, qui reconnaît que, en tant que langue officielle minoritaire, le français a besoin d'une protection et d'une promotion particulières.

- 8. L'État fédéral est reconnu comme le champion national de la promotion et de la protection des langues officielles du Canada. Cependant, la qualité et l'uniformité de la traduction et de l'interprétation sont en déclin constant. Depuis 1995, la qualité de toutes les traductions n'a pas été contrôlée par un organisme central. Le manque de qualité et d'uniformité des communications dans les deux langues officielles a entraîné des coûts importants. (Bureau de la traduction – *Economic Assessment of the Service Delivery Model*, PWC, septembre 2018.)**

Lors de l'examen par le gouvernement de la *Loi sur les langues officielles* en 2019, L'ACEP a recommandé que le Bureau de la traduction devienne le Centre d'excellence en langues officielles du gouvernement fédéral et qu'il élargisse le bassin d'employés afin d'améliorer la qualité et l'uniformité de la langue et de réduire les coûts excessifs.

Q. Vous engagez-vous à donner suite à cette recommandation si vous formez le gouvernement : oui ou non? Expliquez.

Le NPD reconnaît l'importance de la traduction et de l'interprétation pour rendre nos institutions publiques entièrement bilingues et accessibles aux Canadiennes et Canadiens. La mission du Bureau de la traduction ne se limite pas à des intrants et à des extrants : elle consiste à appuyer la *Loi sur les langues officielles* en maintenant l'égalité des deux langues officielles et en préservant l'intégrité et la qualité des traductions. Nous reconnaissons que le Bureau de la traduction a besoin de ressources et d'employés permanents pour accomplir cette mission. Nous reconnaissons également qu'il est essentiel de renforcer les compétences des jeunes afin de perfectionner les compétences de la prochaine génération de traducteurs et d'interprètes. Un gouvernement néo-démocrate travaillera avec les syndicats de la fonction publique pour voir à ce que nous fassions tout en notre pouvoir pour consolider et soutenir l'excellence de la traduction et de l'interprétation dans la fonction publique.

- 9. Grâce à sa participation au Groupe de travail mixte sur la santé mentale et à d'autres groupes de travail et comités, l'ACEP a investi temps et efforts pour maintenir l'attention du gouvernement sur la santé mentale de ses employés et a plaidé en faveur de mesures plus nombreuses et plus efficaces pour aider les employés aux prises avec des problèmes de santé mentale¹.**

Q. Que ferait votre parti pour renforcer les initiatives actuelles en matière de santé mentale; et quelles mesures supplémentaires appuieriez-vous pour aborder ce problème grave, surtout compte tenu des défis supplémentaires engendrés par la pandémie de COVID-19?

La COVID-19 a eu de lourdes conséquences sur la santé mentale des Canadiennes et Canadiens. Toutefois, les soins non urgents de santé mentale sont exclus de notre système de santé public. Les Néo-démocrates s'efforceront d'élargir notre système de santé public pour y inclure tous les soins de santé mentale, en commençant par voir à ce que les Canadiennes et Canadiens qui n'ont pas d'assurance couvrant les services de santé mentale puissent avoir accès à des soins sans frais. Notre régime complet d'assurance-médicaments fera en sorte que les médicaments d'ordonnance pour les soins de santé mentale seront offerts gratuitement aux Canadiennes et Canadiens.

¹ <https://www.acep-cape.ca/fr/actualites/journee-mondiale-de-la-sante-mentale>

Pour les travailleuses et travailleurs qui ont besoin de congés de maladie payés pour avoir accès à des soins de santé mentale ou en raison de problèmes de santé mentale, un gouvernement néo-démocrate adoptera immédiatement une loi prévoyant 10 congés de maladie payés pour les travailleuses et travailleurs dans les milieux de travail sous réglementation fédérale. Nous collaborerons également avec les provinces pour mettre en place un programme permanent de congés de maladie payés au pays. De plus, pour combler le retard jusqu'à ce que chaque travailleuse et travailleur ait accès à des congés de maladie payés, nous corrigerons la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la maintiendrons en place jusqu'à ce que l'ensemble des Canadiennes et Canadiens aient accès à des congés de maladie payés.

10. Au total, 188 786 employés de 87 ministères et organismes fédéraux ont répondu au Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux de 2020, ce qui est un taux de réponse de 61 %. Dans l'ensemble, 11 % des répondants ont déclaré devoir faire face à du harcèlement; et 7 %, à de la discrimination².

Q. Quelles mesures votre parti mettra-t-il en place pour lutter contre le racisme, le sexisme et la discrimination générale en milieu de travail, que ce soit de la part de superviseurs ou de collègues?

L'ensemble des travailleuses et travailleurs ont droit à un milieu de travail sécuritaire et exempt de harcèlement et de discrimination. Pourtant, le harcèlement, la discrimination et les milieux de travail toxiques sont malheureusement trop courants dans la fonction publique fédérale. En fait, le nombre de plaintes de harcèlement a augmenté considérablement dans certains ministères et organismes fédéraux. Il est triste de constater que le gouvernement libéral, bien qu'il soit au courant de cette situation, a refusé de prendre des mesures pour protéger les travailleuses et travailleurs, y compris celles et ceux de Rideau Hall qui ont été victimes de mauvais traitements et de harcèlement de la part de l'ancienne Gouverneure générale. Le NPD prendra au sérieux les plaintes de harcèlement et de discrimination et y donnera suite rapidement, conformément aux conventions collectives et aux lois sur les droits de la personne. En outre, nous travaillerons avec les syndicats de la fonction publique pour bâtir une culture de respect; pour mettre fin aux pratiques qui contribuent au stress, à la précarité et à la discrimination en milieu de travail, notamment par le recours généralisé à l'attribution de marchés; et pour appuyer l'embauche et la rémunération équitables dans la fonction publique.

11. Au cours des dernières années, il y a eu une sensibilisation accrue à l'égard du harcèlement et de la discrimination dans le milieu de travail fédéral.

Q. Quelles mesures précises votre parti prendra-t-il pour régler ces problèmes?

Voir la réponse ci-dessus.

12. En juin 2021, le gouvernement du Canada a annoncé la [stratégie du Gouvernement numérique](#) pour numériser le gouvernement afin de mieux servir les Canadiens.

Q. Quelle est la position de votre parti sur l'intelligence artificielle et la transformation numérique dans la fonction publique?

² https://nouvelle.news/2021/07/the-reality-of-discrimination-harassment-in-canadas-public-service-op-ed/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=the-reality-of-discrimination-harassment-in-Canadas-public-service-op-ed

Les Néo-démocrates reconnaissent que les nouveaux outils numériques peuvent permettre d'offrir de meilleurs services plus efficaces aux Canadiennes et Canadiens. Nous reconnaissons néanmoins que l'utilisation d'outils et de plateformes numériques comporte des risques importants en matière de protection de la vie privée et de sécurité. De plus, la transition vers de nouveaux outils et programmes numériques peut avoir un effet néfaste sur les Canadiennes et Canadiens et les travailleuses et travailleurs si elle n'est pas gérée avec beaucoup de soins. Le déploiement du système de paye Phénix en est un exemple malheureux.

Un gouvernement néo-démocrate renforcera les mesures de protection de la vie privée des Canadiennes et Canadiens par l'adoption d'une charte numérique des droits à la vie privée et l'accroissement des pouvoirs du commissaire à la protection de la vie privée afin de rendre et d'exécuter des ordonnances et d'imposer des amendes et des pénalités. Nous collaborerons avec les syndicats de la fonction publique pour mettre en place des mesures visant à soutenir les travailleuses et travailleurs et à renforcer les compétences pendant la transition vers de nouveaux outils et pour veiller à ce que les nouveaux outils numériques soient utilisés afin d'améliorer les services offerts aux Canadiennes et Canadiens, et non afin de remplacer de bons emplois.

13. Un leadership fédéral est crucial pour s'attaquer à la dégradation de l'environnement et au réchauffement de la planète. Des programmes et des budgets publics sont nécessaires, mais le gouvernement fédéral doit aussi donner l'exemple, à l'interne.

Q. Que propose votre parti pour s'assurer que les activités gouvernementales sont plus écologiques et durables?

Les Néo-démocrates reconnaissent que les changements climatiques sont une véritable menace et que nous manquons de temps pour devoir y faire face. Nous avons besoin d'un gouvernement qui ne se contente pas de parler des changements climatiques, mais qui agit et qui s'attaquera à l'urgence climatique avec le même sentiment d'urgence que les Canadiennes et Canadiens ont ressenti à l'égard de la COVID-19. Nous avons besoin d'une approche globale afin de bâtir un avenir plus propre, plus vert et par laquelle le gouvernement fédéral donne l'exemple. Sous un gouvernement néo-démocrate, l'État fédéral sera un pionnier en matière d'efficacité énergétique, de technologies propres et d'utilisation des énergies renouvelables. Nous veillerons à ce que les immeubles fédéraux utilisent de l'énergie renouvelable, à ce que les parcs de véhicules du gouvernement fédéral deviennent électriques d'ici 2025 et à mettre en œuvre une stratégie d'approvisionnement axée sur les entreprises canadiennes qui produisent des technologies propres.

14. La fonction publique du Canada est l'une des plus efficaces et des plus performantes au monde. Elle est souple et adaptable et attire des professionnels compétents qui sont l'épine dorsale de notre État fédéral.

Q. Quel est le plan de votre parti pour créer un milieu de travail qui continue d'attirer d'excellents employés et de les maintenir en poste dans la fonction publique fédérale?

Les Néo-démocrates reconnaissent le rôle crucial que joue la fonction publique dans la prestation des programmes publics, sur lesquels comptent les Canadiennes et Canadiens, et nous appuyons les fonctionnaires dévoués et professionnels du Canada. Nous travaillerons avec les syndicats de la fonction publique afin de bâtir une culture de respect des travailleuses et travailleurs, d'appuyer l'embauche diversifiée et équitable, de mettre en œuvre des mesures visant à assurer l'équité salariale et à éliminer la discrimination raciale sur le plan des salaires, de prendre des mesures pour mettre fin au harcèlement et de réduire la pratique inefficace et coûteuse d'attribution de marchés du gouvernement.

15. Un large éventail d'enjeux ont une incidence sur le rendement et l'efficacité des fonctionnaires fédéraux.

Q. Selon votre parti, quel est l'enjeu le plus pressant qui touche les fonctionnaires, et pourquoi?

Les Néo-démocrates croient que le problème le plus pressant qui touche les fonctionnaires est le manque de respect de votre employeur, le gouvernement fédéral, que ce soit à cause de l'échec du système de paye Phénix, de l'augmentation du harcèlement en milieu de travail, de la discrimination à l'encontre des employés noirs et racialisés ou de la longue inaction en matière d'équité salariale. Les fonctionnaires apportent une contribution incroyable à notre pays. Ils méritent un gouvernement (et un employeur) qui les traite avec respect. Nous travaillerons avec les syndicats de la fonction publique afin de bâtir une culture de respect des travailleuses et travailleurs, d'appuyer l'embauche diversifiée et équitable, de mettre en œuvre des mesures visant à assurer l'équité salariale et à éliminer la discrimination raciale sur le plan des salaires, de prendre des mesures pour mettre fin au harcèlement et de réduire la pratique inefficace et coûteuse d'attribution de marchés du gouvernement.

16. En mai 2020, le gouvernement fédéral a annoncé que SAP (une multinationale allemande qui crée des logiciels de gestion des affaires) avait été choisie pour travailler à remplacer le système de paye Phénix, qui est en difficulté et qui est une véritable catastrophe pour des milliers de fonctionnaires en raison de problèmes persistants.

Q. Quelles leçons votre parti a-t-il tirées de la catastrophe financière et technologique du système de paye Phénix, et comment veillerez-vous à ce que les fonctionnaires ne soient pas confrontés à des problèmes semblables ou nouveaux avec un nouveau système?

La mise en œuvre du système de paye Phénix a été une catastrophe totale, que le gouvernement libéral aurait dû gérer beaucoup plus tôt. Aucune autre travailleuse ou aucun autre travailleur au Canada ne devrait travailler sans salaire ou pour un montant inexact. Il était tout à fait inacceptable que le gouvernement fédéral, en tant qu'employeur, puisse dire aux fonctionnaires qu'ils devaient le faire. Le fait de ne pas régler le problème concernant Phénix a par ailleurs eu des répercussions sur d'autres programmes et services publics : des fonctionnaires ont craint de voir leur paye interrompue à la suite de leur mutation à un nouveau poste. Phénix a été un échec à de nombreux égards : le fait de ne pas avoir investi les ressources nécessaires pour comprendre ce qui était requis de faire et pour construire le système approprié; le fait de ne pas avoir adéquatement mis à l'essai un système important avant son déploiement; le fait de ne pas avoir écouté les avertissements selon lesquels le système n'était pas prêt à être lancé; le fait de ne pas avoir réglé rapidement les problèmes une fois qu'ils ont été cernés; le fait de ne pas avoir fourni de formation, de ressources et du soutien adéquats au personnel qui était censé mettre en œuvre Phénix; et le fait de ne pas avoir reconnu le tort très grave qui a été causé, de ne pas s'être excusé et de ne pas avoir fourni de dédommagement.

Un gouvernement néo-démocrate collaborera avec les syndicats de la fonction publique pour remplacer le système de paye Phénix afin de s'assurer que les problèmes en question ne se reproduisent pas, que les besoins et l'expertise des fonctionnaires sont pris en compte et que leurs commentaires sont considérés. De plus, nous veillerons à ce qu'il y ait une formation et des ressources adéquates pour le personnel qui traite la paye et suffisamment d'agents pour que les fonctionnaires aient quelqu'un vers qui se tourner lorsqu'il y a des problèmes à régler.